

Mardi 1er décembre, très forte mobilisation dans les vies scolaires des collèges et lycées

Après la forte mobilisation des Assistant-es d'éducation (AED), personnels de surveillance des collèges et lycées, le 10 novembre dernier, une intersyndicale SNES-FSU / SNALC / Sud-Education / CGT Educ'action les appelle ce 1er décembre à une nouvelle mobilisation.

Dans notre académie ce mardi matin, de très nombreux établissements sont touchés par une grève d'une ampleur rare, et ont dû interrompre les études surveillées, le fonctionnement normal des cantines et des internats. Au premier pointage d'hier à 19h, dans plus d'une quinzaine d'entre eux, 100% des AED étaient annoncés en grève.

Depuis le début de l'épidémie de COVID-19, les Assistant-es d'Education sont en première ligne. Les conditions imposées par la crise sanitaire les mettent à rude épreuve en les exposant à des risques de contamination importants et à de nombreuses situations de stress et de surcharge de travail. En sous-effectif chronique, les équipes, épuisées, travaillent à flux tendu, pour réguler les flux d'élèves, faire respecter, dans tous les locaux, les gestes barrière (gel à l'entrée des établissements, port du masque, distances), tout en assurant l'ordinaire de leurs missions, sans moyens supplémentaires.

Après la déjà forte mobilisation du 10 novembre, le rectorat de Bordeaux a été autorisé, depuis moins de 2 semaines, à recruter l'équivalent de 341 postes d'AED – pour près de 400 collèges et lycées –, mais jusqu'au 21 février 2021 seulement ! Au-delà de cette date, il sera mis fin aux contrats très provisoires des personnels recrutés pour gérer la deuxième vague de l'épidémie, et les Vies Scolaires retomberont dans les difficultés qu'elles connaissent alors qu'il faudra accueillir de nouveau la totalité des élèves dans les établissements.

Malgré l'importance cruciale de leurs missions, les AED ne bénéficient ni de la prise en considération, ni de la reconnaissance à laquelle ils et elles ont droit de la part de l'Education Nationale.

Ce constat, révélé par la crise sanitaire et sociale, n'est pas nouveau : il est le fruit de la précarité du contrat des Assistant-es d'Education. Si leur mobilisation est aussi forte aujourd'hui, c'est surtout qu'elle est animée par leur volonté d'exprimer avec force leur rejet des inégalités et des injustices dont ils et elles sont victimes.

Avec le SNES-FSU, les Assistant.es d'Education revendiquent :

- Le recrutement urgent et dans la durée d'Assistant-es d'Education supplémentaires, nécessaires au bon fonctionnement des établissements du Second degré ;
- L'augmentation de leur rémunération, le plus souvent perçue à temps partiel ;
- L'attribution des primes REP et REP+ pour les AED exerçant en Education prioritaire et dont ils et elles sont exclus ;
- L'amélioration des conditions de travail et d'emploi, avec notamment la possibilité de bénéficier de formations continues et au titre du droit individuel à la formation ;
- Une réflexion sur les voies pour leur permettre d'accéder à la Fonction Publique, dans des fonctions diversifiées, au terme des 6 ans maximum de contrat sous statut d'AED ;
- La mise en place de mesures sanitaires spécifiques alors qu'ils sont à proximité des élèves ;
- La possibilité immédiate pour les AED au bout des 6 ans de contrat cette année d'une septième année de recrutement dérogatoire pour tenir compte des difficultés particulières liées à la crise sanitaire et économique.

Un rassemblement avec une demande d'audience est prévu ce jour à partir de 14 h devant le Rectorat de Bordeaux